



COMMISSION DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE
ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Le président

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Le 1^{er} octobre 2026

Un dernier budget inégalitaire et irresponsable face aux crises

Le Gouvernement a présenté aujourd'hui **la dernière cartouche de dix ans de budgets « macronistes »**. Alors que les crises se superposent et qu'il alerte lui-même sur la nécessité d'agir dès aujourd'hui, son budget ignore totalement les urgences de l'heure et ne permettra pas de réduire le déficit. En proposant les mêmes recettes que celles de ces dix dernières années, dans une version encore plus radicalisée, le Premier ministre ne peut nous mener que droit dans le mur.

À chercher à n'importe quel prix à réduire la dette, ce budget aura un effet récessif important sur lequel le Haut conseil des finances publiques a alerté. Il sera par ailleurs incapable de ralentir la progression de la charge de la dette qui s'explique, depuis le début du conflit au Moyen-Orient, principalement par le recours aux titres de dette indexés sur l'inflation même si l'augmentation des taux d'intérêt pèsera effectivement à l'avenir.

S'il est nécessaire de mobiliser le levier des recettes, le Gouvernement y a recours de manière injuste.

Le chiffre de 17 Md€ de recettes supplémentaires est assez trompeur. Par exemple, sont comptabilisés ici 2 Md€ de hausse de cotisation pour les collectivités et les hôpitaux. Puisque leurs budgets sont contraints, cette mesure va surtout se traduire par une baisse de dépenses pour financer ces 2 Md€. Par ailleurs, 1,4 Md€ correspond à des prélèvements sur des actifs en déshérence, ce qui ne correspond pas à un prélèvement sur la population. On peut aussi mentionner les 1 Md€ sur la fraude dont la matérialité est douteuse. Mais cette exagération est bien utile pour tenter de masquer les économies.

Il est faux de dire que le Gouvernement écarte les hausses d'impôts qui concerneraient tout le monde. Je le mets au défi de trouver une personne dont la contribution n'augmentera pas l'année prochaine, alors que le pouvoir d'achat devrait reculer de 0,7 % en 2026 et que l'année 2027 s'annonce également mauvaise.

De nombreuses hausses injustes de recettes sont effectivement prévues, avec des conséquences sur les inégalités et le taux de pauvreté : réduction de l'abattement sur les pensions, gel des retraites, fiscalité des indemnités journalières, prélèvements sur les indemnités de rupture, hausse de la TVA.

D'autres mesures vont attaquer le pouvoir d'achat des ménages : gel des APL et de la prime d'activité, désindexation partielle des retraites, fin de l'universalisation des APL, gel du point d'indice, coupe sur l'allocation de rentrée scolaire, déremboursement de soins ainsi que la mesure xénophobe de délai de carence pour certaines prestations sociales aux étrangers.

En revanche, les ultrariches restent épargnés. Alors que le dernier rapport du CPO montre que seul le revenu des 1% les plus riches a augmenté plus vite que l'inflation ces dernières années, rien n'est fait sur la CDHR malgré son rendement décevant, la taxe exceptionnelle sur les grandes entreprises est réduite, notamment sur CMA-CGM alors que ses profits vont encore exploser avec la guerre, aucune mesure n'est prévue sur Total ni sur le patrimoine des ultra-riches, etc.

Concernant les dépenses, le Gouvernement prévoit un effort de 54 Md€ mais pour 2027. Il est en réalité de 43 Md€ en tendanciel. Les services publics vont en subir les frais, et en premier lieu les ministères déjà à l'os. C'est à se demander s'il leur restera encore des crayons demain.

Concernant les dépenses, dans l'ensemble :

- **Le PLF 2027 prévoit des baisses majeures sur certains budgets, supérieures à 8%.**

Travail & emploi	-11,6%
Investir pour la France de 2030	-11,1%
Aide publique au développement	-13,3%
Santé, <i>dont organisation de l'offre de soin</i>	-8,4%
Direction de l'action du Gouvernement, <i>dont « Protection des droits et libertés »</i>	-10,3%
Sport	-8,7%

- **Les principales coupes budgétaires portent sur des politiques publiques déjà largement attaquées par les budgets des années précédentes.**

Travail & emploi	-2,4 Md€	-11,6%	<i>Note de lecture.</i> <i>Surlignées, les missions budgétaires subissant des changements de périmètre en 2027. Ce tableau propose une neutralisation à périmètre constant dans l'attente d'informations écrites complémentaires de la part des ministres.</i>
Enseignement scolaire, <i>dont « Enseignement scolaire public du second degré » qui est le programme avec la coupe budgétaire la plus élevée en euros : -558 M€ (-1,4%).</i>	-643 M€	-0,7%	
Investir pour la France de 2030	-490 M€	-11,1%	
Aide publique au développement	-473 M€	-13,3%	
Logement (Cohésion des territoires) – <i>à périmètre constant</i>	-448 M€	-2,0%	
Agriculture – <i>à périmètre constant</i>	-222 M€	-5,4%	
Culture	-173 M€	-4,6%	
Gestion des finances publiques	-164 M€	-1,5%	
Santé	-158 M€	-8,4%	
Direction de l'action du Gouvernement	-108 M€	-10,3%	
Recherche & enseignement supérieur – <i>à périmètre constant</i>	-91 M€	-0,3%	
Asile et intégration	-87 M€	-4,1%	
Diplomatie (Action extérieure de l'État)	-62 M€	-1,8%	
Sport	-47 M€	-8,7%	
Vie associative	-9 M€	-1,4%	
Médias, livre et industries culturelles	-5 M€	-0,7%	

Concernant les dépenses, dans le détail : un budget qui s'attaque aux jeunes, aux droits fondamentaux, aux territoires ruraux

- **La jeunesse est la première source d'économies choisie par le Gouvernement : 840 M€ d'économies sur le dos des lycées et des étudiants**

Le budget des collèges et lycées publics (« *Enseignement scolaire public du second degré* ») baisse de **-558 M€** (-1,4%). C'est **la coupe la plus importante** de tout le budget, à l'échelle d'un programme. Ce budget concerne essentiellement des dépenses de personnel mais aussi certains investissements. Ce recul budgétaire va aggraver le manque de d'enseignants et le nombre d'élèves par classe. Par ailleurs, des baisses sont prévues à hauteur de **-268 M€** (-1,7%) sur le budget « *Formations supérieures et recherche universitaire* » et **-13 M€** (-0,4%) sur le budget « *Vie étudiante* ».

Par ailleurs, les jeunes figurent parmi les personnes qui vont être frappées par une nouvelle coupe de **-400 M€** (-2,4%) dans les aides personnelles au logement, qui incluent notamment l'aide personnalisée au logement (APL). Cette baisse explique la majorité de la coupe budgétaire dans la mission « *Logement* ».

Est-ce la réponse aux revendications des lycéens et étudiants ? Cela sera légitimement vécu comme une provocation.

- **De manière inédite, le Gouvernement baisse même le budget des autorités indépendantes qui protègent les droits fondamentaux, c'est alarmant.** Pour la première fois le budget « *Protection des droits et libertés* » est en baisse de **-3,2 M€** (-2,3%). Il couvre notamment le financement de la CNIL, du Défenseur des droits, de la CGLPL, la CNCDH et de la HATVP.
- **Des attaques contre les personnes vivant en zone rurale.** D'une part, après avoir éloigné les administrés de leurs services publics, après avoir dématérialisé à marche forcée, maintenant le Gouvernement prévoit de couper de **-34%** (-96 M€) le budget du « *Plan France très haut débit* ». D'autre part, après avoir baissé les bras face aux déserts médicaux, le Gouvernement baisse de **-30%** (-128 M€) le budget finançant l'organisation de l'offre de soin.
- **Un budget qui nous prive de moyens face aux violences faites aux enfants et aux femmes.** La loi intégrale serait privée de moyens et donc vidée de sa substance. Alors que les associations demandent 3 Md€, ce PLF prévoit une baisse du budget « *Justice judiciaire* » de **-28 M€** (- 0,6%) et une hausse très faible du budget « *Police* » de seulement **+17 M€** (+0,1%). Donc zéro euro pour répondre aux besoins en la matière.

- **Un budget irresponsable face aux besoins climatiques**

Hors les programmes « Forêt » (ajouté cette année à la mission « Ecologie », avec notamment des transferts de crédits depuis la mission « Agriculture ») et « Service public de l'énergie » (qui est fléché et n'est pas un choix budgétaire du Gouvernement), le budget de l'écologie n'augmente que de +0,5% (+60 M€) à périmètre constant.

- **Problème n°1 : c'est 80 fois moins que ce qui est nécessaire**

En 2024, l'institut I4CE chiffrait un besoin de 37 à 70 milliards supplémentaires chaque année dans les dépenses de l'Etat. Le retard climatique énorme pris ces dernières années va forcer à revoir ce montant à la hausse, I4CE a d'ailleurs déclaré hier en commission des finances qu'il y travaille actuellement.

- **Problème 2 : quand on regarde bien, il y a des budgets en baisse et c'est inquiétant**

Des budgets stratégiques baissent, malgré un effet de hausse d'ensemble qui n'est qu'un trompe-l'œil. Le budget « *Eau et biodiversité* » baisse de **-11 M€** (-2,9%) et le budget « *Expertise & météorologie* » de **-40 M€** (-6,0%). Malgré une légère hausse en apparence pour 2027, le Fonds vert (qu'il convient de lire en autorisations d'engagement car il s'agit bien d'un fonds d'investissement) reste bien de **- 1,5 Md€ (-62,5%)** inférieur à son niveau de 2024.

- **Problème 3 : une fausse hausse pour la sécurité civile**

Alors que le PLF affiche **+205 M€** (+23,5%) pour le budget de la sécurité civile l'an prochain, la réalité est bien différente. Pour l'année 2026 le ministère a confirmé, lors de la mission *flash* dont je publierai les conclusions lundi 5 octobre, que cette année le surcoût des incendies pour la sécurité civile a été de **+260 M€**. Le Gouvernement prévoit donc pour l'an prochain des moyens inférieurs à ceux qui ont été ajoutés cette année. Pourquoi ? Parce que le risque n'est pas certain ? En 20 ans en France, la surface de forêts brûlée a été multipliée par 8 et le nombre de feux multiplié par 14 selon les données du système européen d'information sur les feux de forêts (EFFIS).

Éric Coquerel